

Suppression du budget de la ville : Sarah Knafo répond au Ministre de la ville Juliette Méadel

écrit par Christine Tasin | 29 août 2025

MON PLAN D'URGENCE POUR QUE LES FRANÇAIS PAIENT MOINS TOUT DE SUITE

Sarah Knafo

1	Réserver les prestations sociales non contributives aux Français	15 à 20 milliards € <small>Rapport 2024 2025 2026</small>
2	Supprimer l'aide publique au développement	15 milliards € <small>P.L.F. 2025 - Budget général n° 104</small>
3	Supprimer tous les soutiens publics aux énergies renouvelables	8 milliards € <small>P.L.F. 2025 - Programme 101 - Rapport 102 - Recouvrements - Recettes fiscales - Services</small>
4	Supprimer le soutien public à la « politique de la Ville »	8 milliards € <small>P.L.F. 2025 - Document de politique économique - 1010</small>
5	Supprimer les ARS, l'Ademe, l'ANAH, le CESE, l'Arcom et France Travail	8 milliards € <small>P.L.F. 2025 - Article 11 - Article 100 - 11</small>
6	Privatiser l'audiovisuel public	4 milliards € <small>P.L.F. 2025 - 1047 - Audiovisuel public</small>
7	Supprimer les subventions aux associations politisées	1 à 2 milliards € <small>Rapport 2024 - 2025 - 2026</small>
8	Supprimer l'aide médicale d'État (AME)	1 milliard € <small>P.L.F. 2025 - Programme 103 - Article 103</small>

= 63 MILLIARDS € D'ÉCONOMIES

RECONQUÊTE

MON PLAN D'URGENCE POUR QUE LES FRANÇAIS PAIENT MOINS TOUT DE SUITE

Sarah Knafo



- 1 Réserver les prestations sociales non contributives aux Français **15 à 20 milliards €**
Rapport DREES 2022, INSEE
- 2 Supprimer l'aide publique au développement **15 milliards €**
PLF 2022 - Grand rapport général et 1^{er}
- 3 Supprimer tous les soutiens publics aux énergies renouvelables **8 milliards €**
PLF 2022 - Programme 345 - rapport RTE accords renouvelables terrestres
- 4 Supprimer le soutien public à la « politique de la Ville » **8 milliards €**
PLF 2022 - Document de politique territoriale 2022
- 5 Supprimer les ARS, l'Ademe, l'ANAH, le CESE, l'Arcom et France Travail **8 milliards €**
PLF 2022, Ademe R, ANAH gouvern
- 6 Privatiser l'audiovisuel public **4 milliards €**
PLF 2022 (MAP Audiovisuel public)
- 7 Supprimer les subventions aux associations politisées **1 à 2 milliards €**
Rapport DGFP Sénat 2022
- 8 Supprimer l'aide médicale d'état (AME) **1 milliard €**
PLF 2022 - Programme 143 action 01

= 63 MILLIARDS € D'ÉCONOMIES

RECONQUÊTE!



POST



Sarah Knafo 

@knafo_sarah

La ministre de la ville Juliette Méadel a réagi avec mépris sur X (ex Twitter) à ma proposition de supprimer le budget politique de la ville.



Juliette Méadel 

@juliettemeadel

la proposition de [@knafo_sarah](#) de supprimer le budget de la politique de la ville, c'est condamner 6 millions de nos concitoyens. Je suis consternée par tant d'ignorance et de

dogmatisme borné : la politique de la ville lutte contre l'insécurité, la déscolarisation, la saleté et le trafic de drogue. Loin de vos stigmatisations, les quartiers populaires ce sont des soignants, des professeurs, des ouvriers, des familles monoparentales, des personnes en situation de handicap. Des femmes et des hommes qui méritent la politique de la ville de Sarcelles à Guéret, de Bastia à nos Outre-mer. Et rappelons-le : ce budget n'est pas de 8 milliards comme elle le prétend, mais de 609 millions d'euros en 2025. La démagogie de l'extrême droite est donc quantifiable.



POST



Sarah Knafo ✓

@knafo_sarah

Madame la Ministre, Merci pour ce charabia sentimental. Maintenant, je vais vous répondre point par point.

1) Commençons par ce qui fera rire tous nos concitoyens : « *la politique de la ville lutte contre l'insécurité, la déscolarisation, la saleté et le trafic de drogue.* » Alors, là, chapeau ! **Vous venez imprudemment de dresser la liste de tous les domaines dans lesquels vous avez lamentablement échoué.** Vous êtes ce cambrioleur qui laisse sa carte de visite sur les lieux de son crime. Depuis 1981, le trafic a explosé, la saleté a explosé, l'insécurité a explosé, la déscolarisation et l'analphabétisation ont explosé. Pourtant, les crédits de votre politique de la Ville ont, eux aussi, explosé. 117 milliards d'euros depuis 2010. Un exemple : depuis 2014, 150 millions d'euros ont été injectés dans la réhabilitation du quartier de la Monnaie à Romans-sur-Isère, un quartier de 2 300 personnes à peine (soit 65 000 euros par habitant !). Pour comparer, c'est la même

somme qui fut promise par Gabriel Attal à la totalité des agriculteurs après leur légitime révolte. Et finalement ? Le quartier de la Monnaie est celui dont furent issus les assassins de Thomas...

2) Votre budget, parlons-en. Vous évoquez à dessein un chiffre de « 609 millions de crédits » à peine. Je dois vous avouer que je suis très étonnée : vous semblez n'avoir jamais lu le document de politique transversale (annexe loi de finances 2025) qui liste tous les crédits fléchés vers « les quartiers urbains défavorisés ». Vous êtes pourtant Ministre de la Ville... Ce document vous aurait appris que nous payons non seulement 549 millions pour le P147, mais encore 550 millions pour les infrastructures de transport, 573 millions pour l'accès et le retour à l'emploi, etc. etc. Le tout listé sur trois pages entières de crédits payés par notre argent, nous conduisant bien à 7,871 milliards d'euros par an pour la politique de la Ville.

Donc soit vous ne lisez pas vos propres documents budgétaires, soit vous mentez à nos concitoyens. Dans tous les cas, grâce à vous, Juliette Méadel, ils découvrent qu'en sélectionnant une seule ligne comptable floue, les politiciens essaient toujours de leur mentir sur l'emploi véritable de leur argent. La vérité, c'est que la politique de la ville nous a coûté a minima 117 milliards d'euros de 2010 à 2023 d'après l'IFRAP, que ces crédits sont en augmentation constante, d'après la Cour des comptes, avec des résultats critiqués par l'ensemble de la classe politique.

Permettez-moi aussi de signaler un petit problème de logique dans votre raisonnement : si la politique de la ville coûtait vraiment 609 millions, et qu'en la supprimant, 6 millions de citoyens seraient « condamnés », cela signifierait qu'aujourd'hui, ils sont « sauvés » par 101,5 € chacun par an ? Soit la défaillance en

mathématiques d'une ministre est alarmante, soit sa mauvaise foi est scandaleuse.

3) Les habitants de ces quartiers ne sont aucunement abandonnés, ils sont chouchoutés, choyés par l'Etat. Ils bénéficient d'avantages fiscaux, d'aides à l'embauche, de priorités diverses et variées, de contrats aidés, d'accès facilités aux prêts et aux financements publics, de subventions en tous genres, de programmes de formation spécifiques, d'un taux de logement social record, de milliards investis dans la rénovation urbaine, d'un meilleur accès à l'école et à la santé que les départements ruraux, d'installations culturelles flambant neuves, qui finissent parfois détruites en quelques mois, et j'en passe.

4) Pour ma part, je ne propose pas d'abandonner ces quartiers, je viens moi-même de Seine-Saint-Denis, je propose simplement de les traiter comme le reste de la France : nous avons une politique scolaire nationale, une politique de santé nationale, une politique de sécurité nationale. Pas d'exception, pas de privilèges. **On replace la banlieue dans le droit commun.** La République est censée être universelle : mêmes droits, mêmes devoirs, mêmes politiques pour tous. **La politique de la ville crée l'inverse : un régime d'exception, une discrimination positive assumée, et des habitants qui n'ont aucun devoir, mais tous les droits. Cela ne peut pas fonctionner.**

5) Madame la Ministre, si nous avons dépensé des milliards en pure perte et que la situation de ces quartiers ne cesse de se dégrader, c'est qu'il faut changer de logiciel. Même si vous êtes socialiste, vous devez comprendre que dépenser toujours plus ne sera jamais un gage de succès. **Il faut donc opter pour une nouvelle politique, s'attaquant aux causes (l'immigration), davantage qu'aux effets. Qui a fait de**

nos quartiers populaires des zones de non-droit ? Votre socialisme. Qui a plongé le pays dans un marasme dont il désespère de sortir un jour ? Votre socialisme. C'est-à-dire vous, madame la ministre. Vous êtes personnellement comptable de toutes les erreurs, les fautes, les mensonges, commis par votre formation depuis quarante ans. **Vous m'accusez d'ignorance, de dogmatisme, de stigmatisation. Votre logorrhée n'a aucune prise : le réel est le réel, les faits sont les faits, et le peuple constate, et il note les noms de ceux qui l'ont trompé.** Vous étiez inconnue au bataillon. Vous vous rêvez désormais célèbre. Voilà les réflexions que vous auriez si vous pensiez vraiment à l'avenir de ces quartiers. **Il semble, au contraire, que tout ce qui sort de votre bouche n'a qu'un but : protéger votre poste que vous allez perdre quand même dans dix jours.**

Sarah Knafo